



Le groupe GUE/NGL soutient la demande du Parlement en faveur de l'introduction d'objectifs contraignants en matière de pauvreté de revenu dans le contexte de la stratégie 2020 de lutte contre la pauvreté :

- un objectif européen pour des **régimes de revenus minimum et systèmes de revenus de remplacement, financés par les cotisations** (par exemple, des allocations de chômage, un minimum vieillesse, etc.), fournissant un soutien au revenu au moins égal à 60 % du revenu équivalent moyen national; le groupe considère que cet objectif devrait être consacré par une nouvelle directive européenne concernant «*le droit fondamental de la personne à des ressources et prestations suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine*»;
- un objectif européen de **salaires minimum** (des conventions collectives aux niveaux national, régional ou sectoriel) pour fournir au moins 60 % du salaire moyen pertinent.

Le groupe GUE/NGL insiste sur l'importance d'éradiquer la pauvreté relative et absolue, d'aborder les multiples dimensions de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans la stratégie européenne, et de respecter les obligations de service et les obligations de service public ciblées dans tous les États membres.

## Les membres du GUE/NGL de la commission de l'emploi et des affaires sociales au Parlement européen



Ilda FIGUEIREDO (PT)  
vice-présidente



Gabi ZIMMER (DE)  
coordinatrice du GUE/NGL



Thomas HÄNDEL (DE)



Patrick LE HYARIC (FR)



Georgios TOUSSAS (EL)



Joe HIGGINS (IE)

Pour obtenir de plus amples informations concernant ce dépliant, veuillez contacter Klaus Dräger:  
[klaus.draeger@europarl.europa.eu](mailto:klaus.draeger@europarl.europa.eu)

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique  
Parlement européen  
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles  
T +32-(0)228-42683  
F +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communications du Groupe GUE/NGL :  
[GUENGL-Communications@europarl.europa.eu](mailto:GUENGL-Communications@europarl.europa.eu)  
Photos: iStock, Parlement européen, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – ATD Quart Monde (BE).  
Conception: Dominique Boon  
Impression: Dossche Printing  
© GUE/NGL – Bruxelles 2010  
Imprimé sur papier recyclé



# Reprendre la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE  
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE  
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

## Une décennie perdue

**2000:** l'UE s'engage à «*éradiquer la pauvreté des enfants*» et à «*réduire de façon décisive et mesurable la pauvreté et l'exclusion sociale*» d'ici à 2010 dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

**2001:** la pauvreté menace 55 millions de personnes dans l'UE (15 % dans l'UE-15).

**2008:** (dernières statistiques disponibles), près de 85 millions de personnes (17 % dans l'UE-27) et un enfant sur cinq sont menacés par la pauvreté dans l'UE-27.

**2000-2010:** les dix années de la stratégie de Lisbonne se soldent par un échec total en matière de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en dépit d'une croissance économique modérée et d'une baisse des taux officiels de chômage. Les diminutions des taux de chômage au cours de cette période résultent d'une augmentation des emplois instables et précaires ; une tendance due à la stratégie de Lisbonne qui plaide en faveur d'une flexibilité toujours plus grande des marchés du travail. En 2008, la croissance des secteurs à bas salaires engendre un effet contradictoire : environ 8 % des travailleurs de l'UE-27 sont menacés par la pauvreté (les travailleurs pauvres). La notion de l'emploi comme étant le meilleur moyen de sortir de la pauvreté n'est plus valable dans le contexte de marchés du travail hyper flexibles et de l'augmentation des emplois précaires.



## La politique européenne fait un faux pas

2010 a été déclaré «Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale». Dans le contexte de sa nouvelle «stratégie Europe 2020», la Commission a proposé un grand objectif en matière de pauvreté : d'ici 2020, il conviendrait de réduire de 20 millions le nombre de personnes menacées par la pauvreté, une réduction d'environ 25 % par rapport aux chiffres de 2008.

Au vu des taux de chômage à deux chiffres (la moyenne actuelle de l'UE étant de 10 %) et de la poursuite probable de la stagnation économique bien après 2010, il sera beaucoup plus difficile de vaincre la pauvreté et l'exclusion sociale au cours des dix prochaines années.

En outre, les institutions et les États membres de l'UE se sont engagés à supprimer les plans de relance budgétaire en faveur de la reprise économique, à imposer des mesures strictes d'austérité, des réductions dans les dépenses sociales et l'investissement public et la privatisation des services publics. Des réductions des services et des avantages sociaux, des salaires du secteur public et des pensions,



l'augmentation de l'âge légal de la retraite et de la TVA sont déjà en place ou au programme dans de nombreux États membres. À l'avenir, ces mesures auront pour effet d'amplifier la pauvreté et l'exclusion sociale, mais pas de les réduire.



## Créer les conditions propices à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale

*Le groupe confédéral de la Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (GUE/NGL) est fermement opposé à la nouvelle campagne européenne en faveur du démantèlement des services publics et de l'État-providence. Le groupe exige :*

- la poursuite des incitations budgétaires pour les trois à cinq ans à venir afin de lutter contre la stagnation économique et de développer une stratégie d'entrée pour de nouveaux emplois ;
- un plan européen de relance nouveau, plus solide et mieux ciblé, et ayant au cœur de ces priorités l'égalité entre les femmes et les hommes et la durabilité environnementale et sociale ;
- le réinvestissement annuel de **1 % du PIB de l'UE** en faveur du développement durable environnemental, social et économique en vue de promouvoir l'égalité et le plein emploi avec des «emplois de qualité», une économie verte, la protection sociale et l'amélioration de la cohésion sociale et territoriale, et accompagné de mesures similaires dans les États membres ;
- une nouvelle politique européenne en matière de macroéconomie basée sur la même approche, afin de créer les conditions propices à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

*Dans ce contexte, le groupe GUE/NGL lance un appel en faveur :*

- d'un grand objectif contraignant visant à **réduire de moitié la pauvreté et l'exclusion sociale**, et des sous-objectifs destinés à **mettre un terme à la pauvreté des enfants et au sans-abrisme de rue d'ici à 2015** ;
- l'UE doit continuer à utiliser son **indicateur relatif** pour mesurer la pauvreté de revenu qui fixe le seuil de risque de pauvreté à 60 % du revenu équivalent moyen des ménages, ou approximativement 60 % de la moitié du revenu national moyen des ménages.

Le groupe s'oppose aux «innovations» statistiques qui «réduiraient» la pauvreté en changeant la méthode statistique appliquée.

